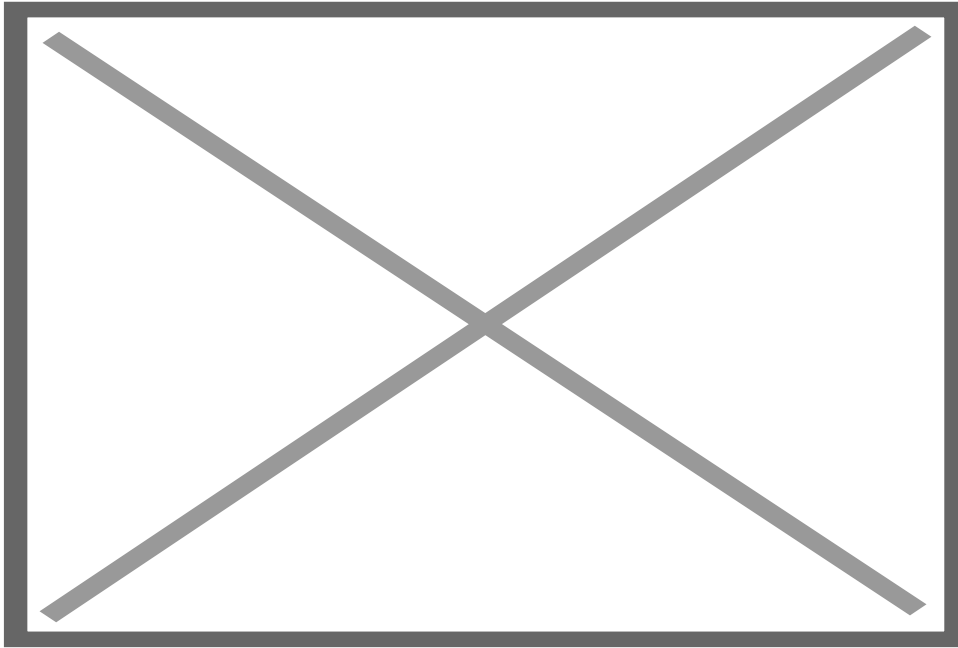


---

Israël recourt à une « guerre psychologique » pour tenter de briser la grève

## Description

Par Charlotte Silver, le 9 mai 2017



***Des mères palestiniennes prennent part à un rassemblement de soutien aux prisonniers en grève de la faim le 3 mai à Ramallah, Cisjordanie. (Ahmad Al-Bazz / ActiveStills)***

Plus de 1.500 Palestiniens ont entamé lundi leur quatrième semaine sans nourriture tandis qu'Israël intensifie ses efforts pour briser la grève de la faim.

Les prisonniers en grève réclament des améliorations de leurs conditions de détention et la fin de la mise à l'isolement, des lourdes restrictions de visites des familles et de la détention administrative à l'emprisonnement prolongé sans charges ni procès.

Israël a refusé de négocier avec les grévistes de la faim et de discuter avec eux à propos de leurs revendications, faisant allusion aux prisonniers comme à des terroristes et à la grève comme à un stratagème médiatique.

En attendant, l'Administration pénitentiaire israélienne essaie de démoraleiser ses participants et leurs soutiens.

### **Menaces d'alimentation forcée**

Les médias israéliens rapportent que le gouvernement envisage de faire venir des médecins étrangers pour éventuellement nourrir de force les grévistes de la faim.

---

L'Association Médicale Israélienne est d'accord avec l'opinion médicale mondiale pour dire que l'alimentation forcée n'est « jamais moralement acceptable », comme « non » dans la Déclaration de Malte de l'Association Médicale Mondiale, et « équivaut » de la torture.

Dans un communiqué mis samedi, les grévistes ont dit : « Nous insistons sur le fait que toute tentative pour mettre en place le crime d'alimentation forcée contre n'importe quel prisonnier en grève de la faim sera perçue comme un projet pour exécuter les prisonniers. »

Des prisonniers palestiniens en grève de la faim sont morts après avoir subi une alimentation forcée dans les années 1970 et 1980, d'après l'association des droits Addameer.

### « Guerre Psychologique »

Dimanche, Israël a diffusé une vidéo qui montrait selon elle le meneur de la grève de la faim Marwan Barghouti en train de manger des sucreries dans le coin toilette de sa cellule les 27 avril et 5 mai.

Les vidéos sont horodatées, mais n'ont pas pu être vérifiées de manière indépendante.

Depuis l'Administration pénitentiaire Israélienne, il a été dit dans le journal de Tel Aviv *Haaretz* qu'ils avaient intentionnellement mis Barghouti en scène.

Depuis qu'il a lancé le mois dernier cette grève de la faim massive, les autorités israéliennes ont cherché à discréditer Barghouti en présentant cette protestation comme une manœuvre politique pour asseoir sa popularité et amadouer la direction de l'Autorité Palestinienne.

Le ministre de la Sécurité Publique Gilad Erdan, qui a appuyé la légalisation de l'alimentation forcée en 2015, a dit de Barghouti qu'il était « un meurtrier et un hypocrite ».

« La grève de la faim des prisonniers palestiniens n'a rien à voir avec leurs conditions carcérales et tout à voir avec l'intérêt politique de Marwan Barghouti », a déclaré Erdan dimanche, reprenant ce qu'il avait prêté la semaine dernière dans *The New York Times*.

L'avocat de Barghouti apparente cette vidéo à la « guerre psychologique » contre les prisonniers.

« Nous ne pouvons pas traiter le contenu du clip tant qu'ils ne nous laissent pas rencontrer Marwan. Laissez nous lui rendre visite et alors nous vérifierons ces allégations avec lui », a dit l'avocat.

La femme de Barghouti, Fadwa Barghouti, qualifie la vidéo de « coup bas » d'Israël.

« Les prisonniers ont l'habitude des mensonges et des mauvais tours de la part d'Israël et la vidéo qu'ils ont diffusée est un signe du commencement de sa chute », a-t-elle dit dimanche dans une conférence de presse.

### Punition

Après trois semaines de refus pour les grévistes de la faim de rencontrer leurs avocats, le 3 mai, la haute cour a dit à l'Administration pénitentiaire Israélienne que cette pratique était illégale.

Pendant le week-end, les avocats ont rencontré les détenus des prisons de Ketziot et Nitzan pour la première fois depuis le début de la grève.

A Ketziot, les avocats ont raconté que plusieurs de leurs clients étaient incapables de marcher et de se tenir debout.

En plus des incursions violentes et des transferts à l'isolement, Israël a par ailleurs commencé à prendre de l'argent sur les comptes des prisonniers grévistes.

L'Autorité Palestinienne a répondu en annonçant qu'elle arrêterait de verser une allocation aux prisonniers. Cet argent sert à faire des achats à l'économat de la prison, dont le sel qui est un aliment vital pour les grévistes de la faim.

D'après les avocats qui sont allés à Ketziot, les autorités de la prison ont refusé aux prisonniers l'accès à l'économat et ont commencé à mettre des amendes à ceux qui ne se tenaient pas debout pendant l'appel.

Un comité constitué pour soutenir la grève de la faim appelle l'Autorité Palestinienne à cesser sa coordination sécuritaire avec Israël et à suspendre les élections municipales programmées pour le 13 mai.

Il y a actuellement quelque 6.300 prisonniers palestiniens détenus par Israël, selon l'association des droits Addameer.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

**date créée**  
2017/05/11